

Journée d'étude à Montbéliard
9 mai 2005

Centre de Conférences
Montbéliard Saint-Georges

Cohésion Sociale
et Politique de la Ville

Interventions

➤ Intervention lundi 9 mai 2005
10 heures / Sylviane MARBOEUF
Directrice Service Urbanisme

Pour connaître une Ville, il faut comprendre son Histoire

I) L'EVOLUTION DE MONTBELIARD DANS L'ESPACE ET DANS LE TEMPS

Comme beaucoup de villes européennes, la Ville de Montbéliard, telle que vous la percevez aujourd'hui, est le résultat d'un long processus d'élaboration : pas moins de X siècles.

a) La dimension culturelle de l'évolution

Ce processus n'est pas linéaire (continu). Il se fait au coup par coup, en fonction de l'évolution des valeurs économiques, sociales et culturelles dominantes, des communautés qui y résident.

(Présentation d'un transparent sur les étapes essentielles)

b) La dimension temporelle

Jusqu'au XXème siècle, cette construction de la ville s'est opérée à un rythme qui a permis l'intégration progressive de ses extensions et des populations qu'elle accueillait.

On donnait du « temps au temps ».

- à partir du XXème siècle, le rythme d'évolution s'emballe. La ville explose dans l'espace, dans sa forme, son organisation. Le tout dans un laps de temps extrêmement limité.

- Cette explosion trouve son origine :

➤ dans le développement économique de Montbéliard : l'industrie automobile supplantant progressivement toutes les autres activités manufacturières locales (filatures, horlogerie, cordellerie, tonnellerie, fabrication de meubles, tréfileries...)

➤ dans l'accroissement démographique phénoménal (immigration interne et externe d'adultes auquel s'ajoute un fort taux de natalité)

II – VOLONTE DES POUVOIRS PUBLICS DANS LA 2^{ème} MOITIE DU XX^{ème} SIECLE DE SOLUTIONNER LE DEFICIT EN LOGEMENTS AU MOYEN D'UNE POLITIQUE D'EXTENSION URBAINE MAITRISEE

a) une offre de logements insuffisante : la question du logement en France, à la différence de l'Allemagne, est restée très longtemps un domaine relevant uniquement de l'initiative privée. Les pouvoirs publics considéraient que cela ne relevait pas de leur compétence.

Lorsqu'ils intervenaient, c'était uniquement sous la forme de lois. L'investissement immobilier étant jugé peu rentable, en dehors d'une fidélisation du personnel, (blocage des loyers), l'initiative privée fut insuffisante.

b) des besoins énormes

La conjugaison d'une insuffisance chronique des nouveaux besoins générés par les conséquences du développement économique (apport de population extérieure) et l'explosion démographique de l'après-guerre, engendra une situation où « le temps était compté ».

c) maîtrise de l'expansion urbaine

➤ nécessité de construire beaucoup dans un laps de temps restreint, tout en assurant les commodités indispensables (espaces, lumière, hygiène, services, équipements....) sans gaspillage de l'espace.

➤ influence du « courant moderniste » qui développe un nouveau concept d'aménagement : la ville verticale dont on retient

essentiellement l'approche fonctionnelle et la rapidité des techniques de construction.

➤ intervention prédominante de l'Etat dans les financements, la localisation, les procédures et la mise en œuvre.

La Zone à Urbaniser en Priorité de la Petite Hollande en est un parfait exemple.

III – L'IMPLOSION

a) un paradoxe : la Petite Hollande n'est pas une cité-dortoir comme tant de grands ensembles ; Présentation des éléments qui la singularisent et soulignent la diversité de ses fonctions et de son occupation.

b) les éléments de rupture : dans un contexte de difficultés économiques, leurs effets se sont démultipliés.

- articulations spatiale et temporelle inachevées avec le reste de la ville (liens physiques et lien symbolique ce qui donne du sens)

- désengagement de l'Etat et ses conséquences (inachèvement ou absence de certains équipements publics)
- politique du patrimoine immobilier (entretien et réhabilitation) initialement trop modeste, puis trop ponctuelle et sectorisée
- l'impact de la politique de l'immigration
 - passage d'une immigration essentiellement masculine au regroupement familial
 - différences culturelles insuffisamment prises en compte d'où une perte des repères, d'autorité et de vie communautaire

➤ Intervention lundi 9 mai 2005
13 heures / Fabienne ROLHION
Directrice service Développement Social
Urbain.

**La Politique de la Ville et la cohésion sociale
dans le Pays de Montbéliard :
une politique de lutte contre les exclusions**

1- le contexte et la problématique générale du Pays de Montbéliard

- Le Pays de Montbéliard : une agglomération d'environ 120 000 habitants répartis sur un ensemble de 29 communes dont 6 concentrent 80% du parc social :
 - entre 1960 et 1970 : croissance remarquable de la démographie et l'urbanisation (développement industriel) :
 - accueil d'une population importante venue de la France entière et de pays étrangers (Afrique du nord)
 - construction de grands quartiers d'habitat social sous forme de tours et de barres pour les accueillir dans l'urgence.
 - début des années 1980, modernisation et restructuration de l'industrie :
 - perte importante d'emploi entraînant l'augmentation du chômage et de la vacance dans le parc social public.
 - phénomènes de ségrégation urbaine mais aussi sociale et culturelle touchant la population des grands quartiers d'habitat social (1/4 de la population de l'agglomération).
 - apparition au plan national des phénomènes d'émeutes urbaines (immigration de la deuxième puis troisième génération)

- naissance au plan national de la politique de la ville (1980 : interventions sur le bâti à l'échelle du quartier, 1990 interventions dans tous les domaines du DSU (actions sociales menées en parallèle), à l'échelle des villes, des agglomérations.

- perte d'attractivité résidentielle et stigmatisation des quartiers d'habitat social et notamment dans le Pays de Montbéliard (image négative du parc social et des quartiers).

➤ L'enjeu de l'intervention publique : la lutte contre les exclusions

- *Pour faire face à cette situation d'importantes politiques publiques ont été initiées depuis plus de 20 ans, et notamment en terme d'accueil d'entreprises nouvelles, de requalification de l'habitat dans les grands quartiers d'habitat social et de développement de services à la population. Depuis 1994, les partenaires décident d'aller plus loin et de donner la priorité à la lutte contre les exclusions en se dotant d'un outil unique le contrat de ville.*

2- la création d'un outil unique au service de l'intervention publique : le contrat de ville

- le contrat de ville :
 - outil national unique de la politique de la ville : contrat passé entre l'Etat et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concrètes et concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés et prévenir les risques d'exclusion sociale et urbaine.

- le contrat de ville du Pays de Montbéliard : contrat d'agglomération qui réunit plusieurs communes et met en œuvre des actions au sein même des quartiers à l'échelle de la commune ou de l'agglomération (articule ainsi plusieurs niveaux d'intervention pour que les politiques soient menées à l'échelle la plus pertinente).

3- Les objectifs principaux et thèmes privilégiés du contrat de ville du Pays de Montbéliard

L'emploi, la formation, l'insertion

- perte constante du nombre d'emplois dans le Pays de Montbéliard :

- l'accès à l'emploi des personnes en difficultés : une priorité (une attention particulière sur l'emploi féminin, sur celui des jeunes ou personnes peu qualifiées)

Exemples d'actions : (PLIE : Programme Local d'Insertion par l'Economique, mise en place de correspondants emploi formation dans les quartiers, CIDF, chantiers d'insertion...)

La sécurité et la prévention

- phénomènes de délinquance observés en augmentation notamment les actes de violence (agressions physiques, les faits de voie publique) avec une implication croissante des mineurs de plus en plus jeunes.

- La sécurité et la proximité des services publics : des thèmes importants en matière de cohésion sociale :

- politique de prévention et de sécurité ambitieuse et politique de maillage des services publics et sociaux.

Exemples d'actions et de dispositifs : (CLS : Contrat Local de Sécurité : approche globale des questions de sécurité, AIAVI service d'aide aux victimes, formation agents de terrain...)

L'éducation jeunesse

- population plus jeune que la moyenne nationale (scolarisation dans les quartiers, stigmatisation de certains collèves...)

➤ La politique jeunesse : une priorité en matière de cohésion sociale

Exemples d'actions et de dispositifs : (CEL, projets éducatifs dans les ZEP, actions d'aide à la parentalité, argent de poche)

Education

- ### ➤ principe de continuité éducative (concertation des différents intervenants) :
- associer au mieux les familles aux projets éducatifs. (place des parents dans l'école)
 - attention particulière est accordée aux populations issues de l'immigration.

Sport

- ### ➤ Le sport : véritable enjeu d'intégration. Les projets initiés dans ce domaine visent à :
- faciliter l'accès pour tous aux sports amateurs,
 - généraliser la pratique d'activités sportives en dehors des quartiers pour favoriser les échanges.

Santé

- permettre à toute personne en difficulté économique et sociale d'accéder aux soins. (*actions d'information sur des problématiques spécifiques (développement d'un réseau de santé de proximité: CODES)*)

Culture

- action culturelle envisagée comme un outil de lutte contre les exclusions. (mobilisation des différentes structures culturelles présentes au niveau de l'agglomération) : la culture comme facteur de promotion des habitants (*jardins de musique Allan, terrains cultivés, mémoire du présent contes de vies ordinaires GAKOKOE*)

Habitat Peuplement Gestion et services de proximité

- parc social localisé à plus de 80% dans 6 communes et à plus de 50% dans les grands ensembles. 13 000 des 15 000 logements sociaux ont été construits entre 1955 et 1979. (depuis les années 1980 paupérisation des ménages logés et concentration des problèmes dans quelques grands quartiers - offre résidentielle déqualifiée).
- L'un des enjeux forts de la politique de la ville : faire de l'habitat social public un outil d'équilibre du peuplement à l'échelle de l'agglomération, de recomposition urbaine et de reconquête de l'attractivité résidentielle. Un plan stratégique de renouvellement du parc social public conduit de façon concertée à l'échelle de l'agglomération est engagé.

Exemples d'actions et de dispositifs : (PLH programme local de l'habitat, GPV Grand Projet de Ville, Programme de rénovation urbaine, GUP : Gestion Urbaine de Proximité).

4- Les objectifs transversaux du contrat de ville du Pays de Montbéliard

L'intégration des populations issues de l'immigration

- L'intégration des populations issues de l'immigration a pour objectif de :
- faciliter l'accès à l'emploi (repérer et accompagner les publics connaissant des difficultés d'accès à l'emploi liée à la non maîtrise de la langue)
- lutter contre les discriminations du fait de l'origine des personnes
- garantir l'égalité des droits à la ville, en particulier en termes d'accès au logement des populations issues de l'immigration ...

La participation des habitants

- élément majeur de la conduite de la politique de la ville. (répondre au mieux à leurs attentes, les associer le plus possible au déroulement des actions).
- développer différentes formes de dialogue avec les habitants, les jeunes...(information, concertation, co-production, mise en place de comités...)
(CCHPH – maisons de projets...)

➤ Intervention lundi 9 mai 2005
13 heures / François BINOUX REMY
Directeur service Développement Territorial

La politique municipale en matière d'aménagement des espaces publics dans le quartier de la Petite Hollande

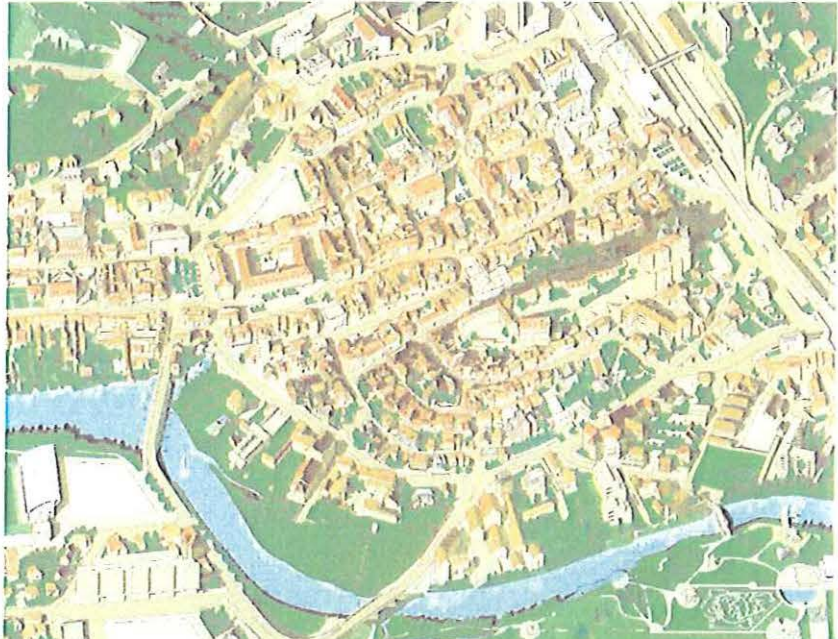
- Articuler les différents secteurs du quartier de la Petite Hollande par un maillage et une continuité des espaces publics. Exemple : l'axe piétonnier Université – Portes du Jura – Hexagones – Bizet Saint Saëns

- Relier le quartier de la Petite Hollande au Centre-Ville afin de rapprocher spatialement et socialement ces deux entités. Exemple : projet de passerelle entre le Nord du quartier et le Près-la-Rose.

- Offrir aux habitants du quartier un cadre de vie de qualité autant dans les aménagements (espaces paysagers, aires de jeux adaptées selon les publics) que dans la maintenance (niveau qualitatif de l'entretien). Exemple : Ex-Place du Marché, secteur du Centre Commercial des Hexagones

- Résidentialiser les abords d'ensembles d'immeubles avec pour objectif une appropriation et une identification par les habitants des espaces de proximité des immeubles :
 - aires de jeux destinées à un groupe d'immeubles
 - marquage des accès aux immeubles et délimitation claires entre espaces publics / espaces privés
 - stationnements identifiables par groupe d'immeubles

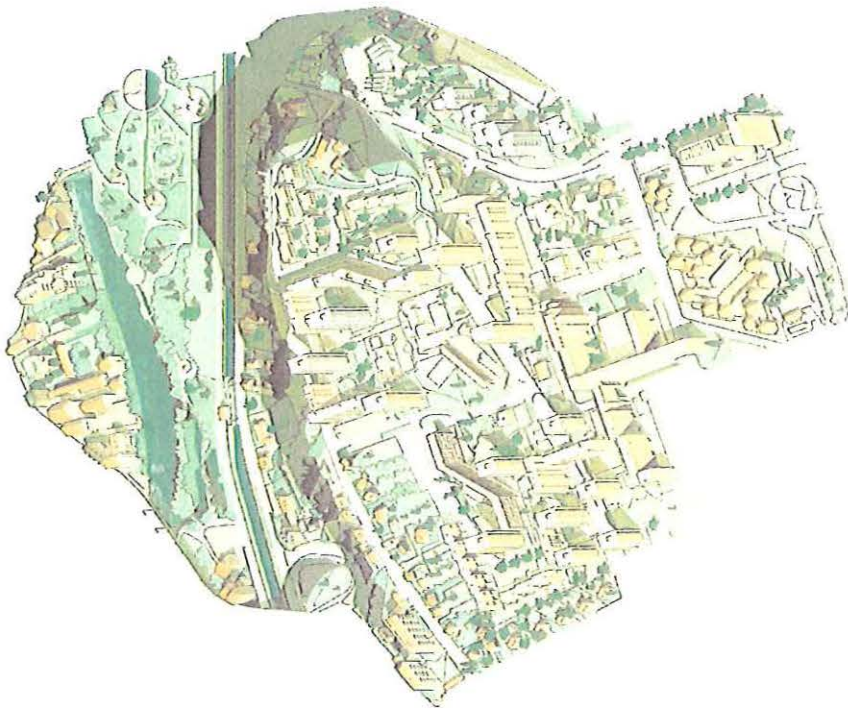
Exemple : secteur Blériot



**MONTBELIARD – PETITE HOLLANDE
GRAND PROJET DE VILLE**



**RENOUVELLEMENT URBAIN DES
SECTEURS BIZET SAINT SAENS PETIT
CHENOIS**



PRESENTATION SYNTHETIQUE DU PROJET

Maîtrise d'Ouvrage

- Opération de renouvellement urbain conjointe Ville / Bailleurs présentée dans le cadre du Grand Projet de Ville :
- Ville de Montbéliard : aménagements extérieurs
- Société Anonyme de Franche-Comté (SAFC) : démolitions, reconstructions
- Office Public HLM du Doubs (Habitat 25) : démolitions, reconstructions

Maîtrise d'œuvre

- Une équipe pluridisciplinaire de Maîtrise d'œuvre commune Ville Bailleurs a été retenue dans le cadre d'un concours :
 - atelier d'architecture et d'Urbanisme Bernard PARIS (Vienne)
 - ILEX - Paysagiste et urbaniste (Lyon)
 - Bureau d'études techniques CETEC (Montbéliard) BELLUCI (Besançon) - ENEBAT (Chatenois)

Coût Financement

- Le coût estimatif des travaux est évalué à : 14 626 052 € ttc
- Financements dans le cadre de la Politique de la Ville (Ville, Etat, ANRU, Bailleurs, Conseil Général, Conseil Régional, Feder, CAPM)

Programme

- Démolition de 143 logements :
 - 59 logements au 36 Petit-Chênois (Habitat 25)
 - 84 logements au 38-50 Petit-Chênois (SAFC)
- Restructuration des espaces extérieurs :
 - résidentialisation des abords d'immeubles
 - création d'un mail piétonnier (des Hexagones au Belvédère de la Beuse aux Loups)
 - aménagements extérieurs (voirie, espaces verts, aires de jeux, mobilier urbain, éclairage public)
- Reconstructions sur site de 74 logements sociaux :
 - SAFC : 38 logements
 - Habitat 25 : 36 logements

Echéancier prévisionnel

- Durée des travaux de fin 2005 à fin 2007

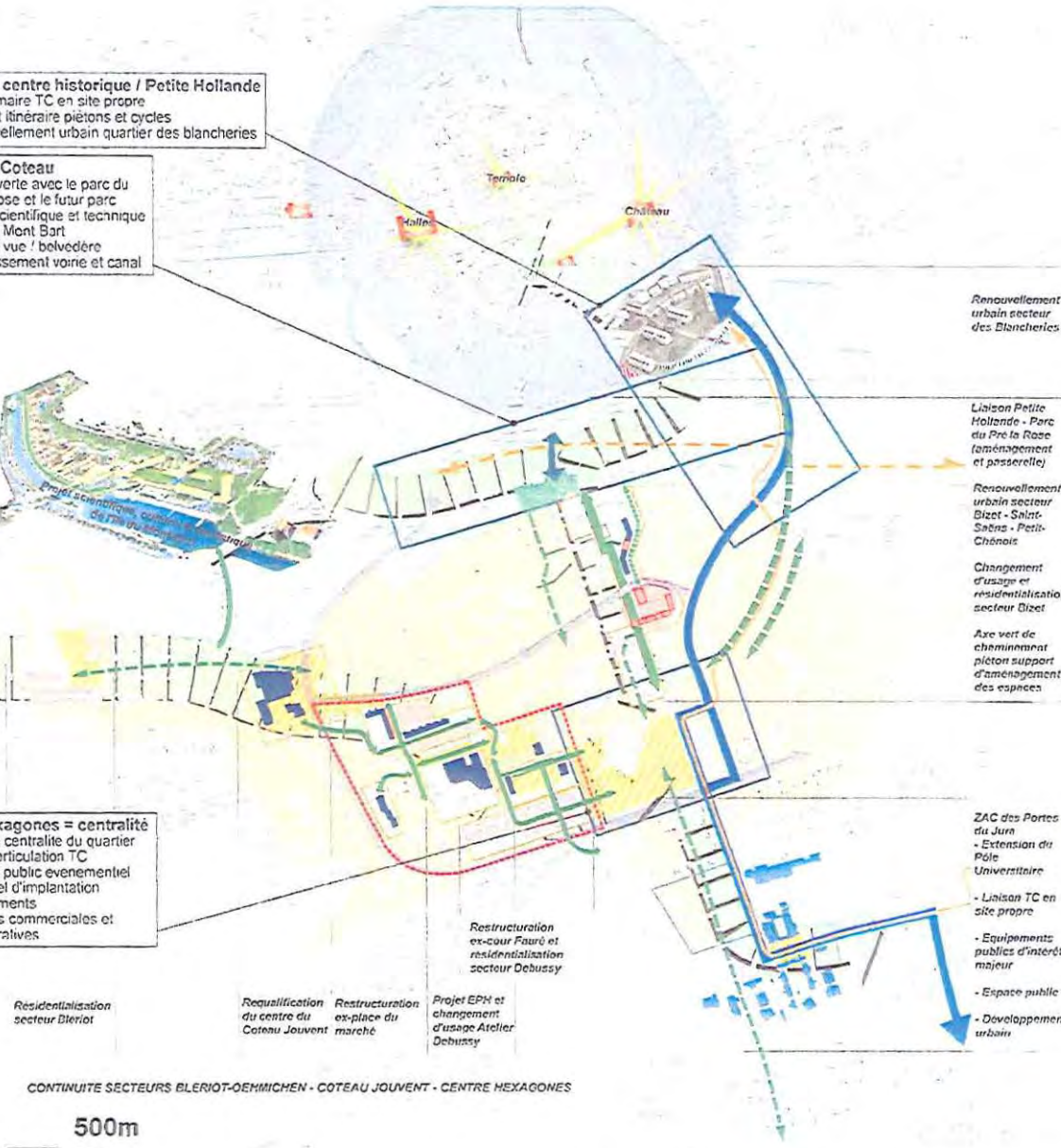


QUARTIER DE LA PETITE HOLLANDE STRATEGIE GLOBALE D'INTERVENTION

Liaison centre historique / Petite Hollande
 - Axe primaire TC en site propre
 - Support itinéraire piétons et cycles
 - Renouvellement urbain quartier des blancheries

Parc du Coteau
 - Liaison verte avec le parc du Près la Rose et le futur parc culturel, scientifique et technique de l'île du Mont Bart
 - Point de vue / belvédère
 - Franchissement voirie et canal

Les Hexagones = centralité
 - Pôle de centralité du quartier
 - Pôle d'articulation TC
 - Espace public événementiel
 - Potentiel d'implantation d'équipements
 - Activités commerciales et administratives



PROJETS STRUCTURANTS



CONTINUITÉ CENTRE HISTORIQUE - PARC URBAIN DU PRÈS LA ROSE - CENTRE HEXAGONES

CONTINUITÉ CENTRES DES HEXAGONES - PORTES DU JURA

CONTINUITÉ SECTEURS BLERIOT-OEHMICHEN - COTEAU JOUVENT - CENTRE HEXAGONES